



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

lieux de culte

Question au Gouvernement n° 3484

Texte de la question

INCENDIES D'ÉGLISES EN SEINE-ET-MARNE

M. le président. La parole est à Mme Valérie Lacroute, pour le groupe Les Républicains.

Mme Valérie Lacroute. Monsieur le Premier ministre, dans la nuit de samedi à dimanche, un incendie criminel a ravagé l'église Saint-Louis de Fontainebleau.

M. Sylvain Berrios. Eh oui !

Mme Valérie Lacroute. Un autel du XVI^e siècle a été entièrement brûlé, des hosties consacrées jetées sur le sol, et l'Enfant-Jésus de la crèche volé. Un peu plus tard, c'est un autre incendie, probablement accidentel, qui a détruit l'église de Veneux-les-Sablons, avant la chute mystérieuse d'une croix en forêt de Fontainebleau.

Ces actes inqualifiables ont suscité de nombreuses réactions d'indignation, à Fontainebleau ainsi que dans tout le pays. Ils ont profondément choqué les membres de la communauté catholique.

M. Jean Glavany. Il n'existe pas de communauté !

Mme Valérie Lacroute. ... et aggravé leur inquiétude face à la recrudescence, ces derniers mois, d'actes antichrétiens en France. Je veux leur exprimer toute ma compassion et ma solidarité.

En visant le cœur de la foi catholique, les criminels n'ont pas seulement insulté la communauté des croyants : ils ont offensé la communauté nationale tout entière, car lorsqu'un culte est profané et des sépultures dégradées, ce sont la République et ses valeurs qui sont piétinées.

Après les attentats de Paris, de telles profanations contribuent à entretenir un climat de peur et de suspicion. Quelles que soient les motivations de leurs auteurs, elles doivent être condamnées avec la plus grande fermeté.

Je salue la venue du ministre de l'intérieur hier soir à Fontainebleau, mais regrette la réaction trop tardive du Gouvernement face à des événements si graves dans le contexte actuel.

Nos concitoyens n'attendent pas seulement de l'État du réconfort et du soutien : ils en attendent des actes concrets.

Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous assurer que tout sera entrepris pour retrouver les auteurs de ces actes et les sanctionner sévèrement ? Pouvez-vous nous assurer que la protection des lieux de culte sera renforcée dans notre pays ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et sur plusieurs*

bancs du groupe UDI.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Madame la députée, nous étions hier soir ensemble à Fontainebleau, avec les représentants des forces de sécurité, les élus, et le représentant du procureur de la République. Vous insistez sur la nécessité d'assurer la protection des lieux de culte. Je veux ici rendre hommage aux dizaines de milliers de policiers et de gendarmes qui, depuis le mois de janvier dernier, par des gardes statiques et dynamiques, assurent la protection de l'ensemble de ces lieux en France.
(Applaudissements sur tous les bancs.)

Comme vous étiez en ma compagnie hier soir à Fontainebleau, vous avez, comme moi, entendu l'évêque et le prêtre de la paroisse de Saint-Louis remercier chaleureusement l'État et les forces de sécurité pour le travail accompli depuis des mois, et notamment pour leur engagement au moment de Noël, qui a permis aux messes de se dérouler dans un climat de sécurité absolue.

Si la laïcité est la possibilité de croire et de ne pas croire, elle offre aussi à ceux qui ont fait le choix, par l'exercice de leur libre arbitre, d'une religion, la liberté de la pratiquer.

Il n'y a donc pas lieu, madame la députée – et je me réjouis que cela n'ait pas été le cas hier soir au moment de ma visite – de polémiquer sur ce sujet. Tous les lieux de culte sont protégés, soit, en permanence, plus de 2 000 églises, près de 800 mosquées et un très grand nombre de synagogues.

En effet, l'État a une responsabilité particulière, qu'il assume par l'engagement des forces de l'ordre : assurer la protection de tous les lieux de culte.

Vous indiquez que notre réaction a été tardive : je rappelle que les faits ont eu lieu le matin, et qu'il a fallu, pour des raisons tenant aux particularités de l'enquête, obtenir des informations, que j'ai communiquées dès le dimanche.

Je me suis rendu hier sur place ; nous y étions ensemble. Lorsque l'essentiel est en jeu, nous devons laisser les polémiques de côté. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen, sur quelques bancs du groupe écologiste et sur quelques bancs du groupe Les Républicains.)*

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Lacroute](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3484

Rubrique : Cultes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [13 janvier 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [13 janvier 2016](#)